

# Annexe II. Modèle d'examen préalable social et environnemental

## Informations sur le projet

Informations sur le projet	
1. Titre du projet	Projet Electrification Rurale et autonomisation des femmes
2. Numéro de projet	00105768
3. Emplacement (international/région/pays)	2 Grandes régions identifiées par le gouvernement, le Grand Nord et le Grand Sud

## Partie A. Intégration des principes généraux afin de renforcer la durabilité sociale et environnementale

QUESTION 1 : Comment le projet intègre-t-il les principes généraux des NES afin de renforcer la durabilité sociale et environnementale ?
<p><i>Décrivez brièvement ci-dessous la manière dont le projet intègre l'approche axée sur les droits de l'homme</i></p> <p>Le projet s'articule autour de trois principaux axes :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Les capacités nationales et locales pour la planification, la gestion, le suivi et le contrôle inclusifs et équitables des services énergétiques décentralisés sont renforcées ;</li><li>2. Construction et gestion de cinq microcentrales fonctionnant prioritairement à partir des ressources énergétiques renouvelables (solaire, éolien, hydro, biomasse) (dépendamment de la puissance et des caractéristiques des sites) par les communautés villageoises ;</li><li>3. Les communautés sont soutenues dans les efforts de gestion de recouvrement des fonds de réserve en mettant l'accent sur le développement économique et le leadership des femmes ;</li></ol> <p>Les 3 volets du projet impliquent des interactions entre des institutions et/ou secteurs à intérêts divergents et ont un objectif commun "contribuer au développement économique et à l'amélioration de la vie de la population en fournissant un accès équitable aux services énergétiques renouvelables aux femmes et aux hommes". Des impacts négatifs potentiels sur la jouissance des droits de l'homme (tel que impacts environnementaux et sociaux) ont été rigoureusement identifiés et des mesures d'atténuation et de gestion appropriées ont été incorporées dans la conception et le budget du projet. Dans le cadre de ce projet, le Programme des Nations Unies pour le Développement agit activement, de concert avec le gouvernement haïtien et d'autres acteurs de la communauté nationale, afin de joindre les efforts pour augmenter la résilience des populations rurales haïtiennes. Le PNUD supporte le gouvernement national et local à adresser les problèmes de développement et aide les collectivités à adopter des actions et des trajectoires axées sur la gestion de l'environnement et la lutte contre le phénomène du changement climatique. Le projet à travers son travail multidisciplinaire, les actions prévues , les interventions dans la gouvernance, les moyens de subsistance et l'environnement, la participation de la société civil et la prise de décision des femmes va contribuer à l'appui des processus de développement durable en tenant compte de l'approche fondée sur les communautés et le renforcement des capacités, l'accent mis sur l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes, le soutien aux droits de l'homme pour le développement et l'institutionnalisation des processus au niveau national et infranational.</p> <p>Le projet contribue directement au <b>droit au travail</b> (International Covenant on Economic, Social, and Cultural Rights (ICESCR)) Art 6.1, le <b>droit à un niveau de vie adéquat</b> (ICESCR Art 11, ainsi que <b>l'élimination de la discrimination contre les femmes</b> ONU CEDA (Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW) Art 14.</p>

L'un des objectifs du projet est de soutenir des activités économiques et génératrices de revenu pour la population dans les régions. Les interventions visent une productivité accrue et un meilleur accès aux services énergétiques renouvelables.

Le projet satisfait aussi aux principes de promotion des droits de l'homme en pareille circonstance du fait - comme indiqué à la section du document sur le rôle du PNUD en cas de catastrophes - de son alignement à trois cadres internationaux adressant le besoin du respect et de la mise en valeur des droits humains dans le cadre des interventions post catastrophes.

Les trois cadres de référence sont :

- Les résultats du Sommet mondial sur l'action humanitaire des Nations Unies de 2016
- Le droit au développement proclamé par les Nations Unies en 1986 dans la "Déclaration sur le droit au développement", adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies
- Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes pour la période de 2015-2030 et l'Accord de Paris sur le climat.

**Au niveau des objectifs :**

A travers la valorisation des ressources naturelles renouvelables pour faciliter l'accès à l'énergie électrique, le projet répond aux engagements pris par le pays dans le cadre de sa contribution déterminée nationale (CDN) de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre comme mesure d'atténuation du réchauffement climatique. Le projet adresse le droit des communautés vulnérables à des moyens de vie améliorés

- Le projet a pour but de réduire la fracture villes/campagnes. En termes d'accès à l'électricité, la couverture en Haïti avoisine une moyenne de 30% en zones urbaines et moins de 10 % en milieu rural. La conception du projet reconnaît la nécessité de combiner la protection de l'environnement et la satisfaction des besoins des populations locales défavorisées, sur le plan des moyens de subsistance et des revenus. Le projet vise à renforcer la cohésion sociale ainsi que l'économie locale dans les zones rurales. C'est pourquoi il cherchera à mettre en œuvre avec un minimum de conséquences pour l'environnement, des initiatives de développement économique et de soutien aux entreprises.

**Au niveau des modalités de mise en œuvre :**

Le projet adressera le droit des parties prenantes à participer aux affaires publiques

Le projet prévoit une gestion participative, intégrant les représentants des parties prenantes, dans le processus d'élaboration des statuts et règlements de récupération droits des utilisateurs de l'électricité et du Protocole de recouvrement des fonds de réserve à établir. Il prévoit aussi la responsabilisation de diverses institutions de la société civile, dont des Organisation communautaire de Base et des organisations paysannes sous la forme d'accords de partenariats pour la mise en œuvre de certains des volets du projet. De la sorte, le projet favorisera l'inclusion de secteurs marginalisés dans les prises de décisions concernant leurs communautés.

Des aides seront également apportées pour renforcer la gestion financière et la capacité administrative des communes. Cette focalisation sur la gouvernance vise à installer des capacités et à soutenir une approche plus intégrée pour aborder les vulnérabilités sociales.

La mise en œuvre du projet se fera par le Ministère des Travaux Publics, Transport, Communication et Énergie avec deux de ces directions en appui technique (La cellule Énergie du MTPC et le Bureau des mines et énergie). La stratégie du projet reconnaît le rôle de la société civile et des gouvernements locaux. Par ailleurs, l'approche du PNUD reconnaît les communes comme les principaux acteurs des processus de gestion de ces services énergétiques. Les interventions seront donc planifiées au niveau de la municipalité, de la commune, sur la base d'évaluations auprès des femmes et des hommes dans les communautés ciblées, de consultations avec les dirigeants locaux (Elus, Notables, Organisations socio-professionnelles, Organisations Communautaires de Base), des partenariats avec le secteur privé peut être aussi considéré.

Le projet adressera le droit des populations à la sécurité sociale

Ce projet contribuera à l'amélioration des conditions de vies d'environ 25 000 personnes, de la qualité des services sociaux de base, de l'autonomisation des femmes, ainsi qu'au développement d'activités économiques locales. Il est conçu comme une composante dans un programme régional de développement économique, social et environnemental de plus grande envergure en adéquation aux politiques publiques trans-sectorielles (PSPDH Tome 2). Ces interventions auront à promouvoir des démarches internes d'éducation de la population mais aussi par une étroite coordination et une modulation avec les alternatives économiques et sociales que les autres intervenants en développement dans la zone,



peuvent apporter.	<p><b><i>Décrivez brièvement dans l'espace ci-dessous la manière dont le projet est susceptible de favoriser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes</i></b></p> <p>Le projet satisfait aux principes de promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes auxquels le PNUD souscrit du fait que les spécificités de l'approche d'équité de genre et d'autonomisation des femmes seront prises en compte au niveau des objectifs et au niveau des modalités de mise en œuvre du projet</p> <p>Avec la collaboration de la spécialiste en égalité des sexes du bureau, une analyse a été conduite pour refléter l'approche genre dans le projet. Le cadre des résultats contient des activités avec des indicateurs qui auront à évaluer et mesurer la contribution de l'approche genre au cours de l'implémentation du projet. Les actions prévues permettront de briser le cycle de vulnérabilité des femmes et des hommes et d'assurer leur autonomisation, ainsi que leur capacité à participer et bénéficier des nouvelles dynamiques économiques. Les solutions d'énergie renouvelable telles que l'énergie solaire, proposée dans le cadre du projet, ont un grand potentiel pour développer des petites entreprises appartenant à des femmes. Les organisations de gestion de ces micros systèmes chercheront le leadership des femmes, dans les prises des décisions et dans le recouvrement des droits de l'électricité. En tant que telles, ces initiatives seront un instrument moteur de changement réalise à travers les renforcements de capacités, les sensibilisations et les échanges sud-sud.</p> <p>Ces options viseront à accélérer l'égalité des sexes dans la gestion des micros entreprises, l'autonomisation des femmes et le processus de développement des communautés rurales. La porte d'entrée définie pour l'intégration et la participation sera, notamment, les groupes organisés des communautés. Dans ce cadre, le Réseau des Femmes actives dans le Sud et le Nord-est, Union Des Jeunes pour l'Avancement du Nord-Est, les regroupements des OCB (Organisations Communautaires de Base) en coopératives au niveau des deux grandes régions seront entre autres les principaux groupes cibles.</p> <p>Ce faisant, le projet contribuera à 5 des 6 points d'entrée stratégique pour la question de genre sous le résultat 1 du plan stratégique du PNUD pour la période de 2014-17, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) collaborer avec les partenaires nationaux pour appuyer les approches en matière de transformation des normes traditionnelles relatives à la problématique hommes-femmes et pour réduire ou éliminer les obstacles à la démarginalisation économique des femmes ;</li> <li>b) aider les partenaires nationaux pour améliorer la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les mesures de protection sociale ;</li> <li>c) aider les partenaires à améliorer la prise en compte de la problématique hommes-femmes et à accroître la participation des femmes à l'élaboration et à l'application de stratégies de développement durable inclusives ;</li> <li>d) aider les partenaires à assurer une gouvernance tenant compte de la problématique hommes-femmes en matière de gestion des ressources naturelles ;</li> <li>e) appuyer les efforts des partenaires visant à accroître l'accès des femmes aux biens et aux services des écosystèmes et fera en sorte qu'elles puissent être propriétaires de ces biens et services et les administrer, notamment en finançant des actions orientées climat;</li> </ul>
	<p><b><i>Décrivez brièvement ci-dessous la manière dont le projet intègre la durabilité environnementale</i></b></p> <p>Le projet vise une gestion sociale et économique des ressources naturelles par une approche basée sur la valorisation des ressources propres et la promotion des options de services énergétiques décentralisés en milieu rural et de contribuer à la génération d'activités productrices de biens et de services qui, sur le plan économique, bénéficieraient particulièrement aux femmes et aux autres groupes défavorisés. Ce faisant, il touche aux thématiques de convention cadre des nations unies sur les changements climatiques et la convention cadre des nations unies sur la lutte contre la désertification et contribue à l'Objectif de Développement Durable (ODD) 7 de promouvoir l'accès généralisé à des services énergétiques propres, fiables, durables et modernes. Dans le cadre de ce projet, l'approche adoptée privilégie la gestion environnementale et s'inscrit sur une dynamique de long terme.</p> <p>Au-delà de l'objectif du projet, l'implémentation des microcentrales prend aussi en compte le défi de la durabilité environnementale en entrant dans sa programmation l'étude d'impact environnemental et social (ÉIES) qui permettra d'examiner les Impacts, conséquences, tant bénéfiques que négatifs qu'ils auront sur l'environnement et la société, et de s'assurer que ces conséquences sont dûment prises en compte dans le plan de mitigation du projet et les plans de gestion environnemental proposes. La stratégie d'implémentation est orientée de manière à collaborer avec le Bureau National des Évaluations</p>



<p>Environnementale (BNÉE) comme cadre institutionnel de gestion de l'ÉE en Haïti pour la validation de l'étude impact environnementales à réaliser pour chaque microprojet de microcentrale à construire.</p> <p>En outre, au cours de la conception et de la sélection des sites seront considéré :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'utilisation de cartes multirisques et bases de données existantes qui font ressortir l'exposition aux divers aléas ainsi que la localisation des poches de vulnérabilité économique et sociale comme référentiels pour la planification de ses activités de déblaiements et de relèvement ;</li> <li>• la réalisation d'analyses ad hoc de risques pour servir de base pour la planification spatiale des interventions dans les zones pour lesquelles de telle cartes et bases de données ne seraient pas disponibles ou ne seraient pas à jour ;</li> <li>• la structuration ou le renforcement des systèmes géolocalisés, d'alerte aux divers aléas naturels, adaptés aux capacités des communautés</li> <li>• la réalisation d'analyses de besoins de renforcement pour les diverses institutions (tant nationales que locales) qui sont parties prenantes aux processus pour leur permettre d'assumer leurs responsabilités au-delà de la période de mise en œuvre du projet ;</li> <li>• la collaboration et le support au secteur privé pour assurer une continuité des flux économiques</li> </ul>
---

Partie B – Identifier et gérer les risques sociaux et environnementaux

QUESTION 2 : Quels sont les risques sociaux et environnementaux potentiels ? <i>Remarque : Décrivez brièvement les risques sociaux et environnementaux potentiels identifiés dans l'Annexe 1 – Liste de contrôle de l'examen préalable des risques (sur la base de toute réponse « Oui »). Si aucun risque n'a été identifié dans l'Annexe 1 alors notez « Aucun risque identifié » et passez à la Question 4 et sélectionnez « Risque faible ». Les Questions 5 et 6 sont facultatives pour les Projets à faible risque.</i>	QUESTION 3 : Quelle est l'ampleur des risques sociaux et environnementaux potentiels ? <i>Remarque : répondez aux questions 4 et 5 avant de passer à la question 6.</i>	QUESTION 6 : Quelles évaluation sociale et environnementale et mesures de gestion ont été mises en œuvre et/ou sont requises pour s'atteler aux éventuels risques (pour les projets à risque modéré ou à haut risque) ?		
<i>Description des risques</i>	Impact et probabilité (1-5)	Ampleur (Faible/Moderée/Grande)	Commentaires	Description de l'évaluation et des mesures de gestion telles que mentionnées dans la conception du projet. Si aucune EIES ou ESES n'est requise, l'évaluation doit prendre en compte tous les risques et impact potentiels.
P 1, Q5 : Risque que les détenteurs de devoirs n'aient pas la capacité de remplir leurs obligations dans le cadre du projet	I = 3 P = 3	Modérée	Sans une compréhension du régime juridique régissant la mise en place des micros centrales et, éventuellement, une actualisation de certaines réglementations, les mesures environnementales prises par	1. La première composante du projet porte sur le renforcement institutionnel d'organismes publics, des OCBs. Ceux-ci seront renforcés pour être en mesure d'assurer la continuité des activités.

			les autorités environnementales dans le cadre du projet peuvent ne pas être efficaces. En cours d'implémentation et à la fin du projet, les institutions publiques, les organisations gestionnaires des centrales doivent être en mesure d'assurer la continuité, l'entretien adéquat des équipements et le recouvrement des fonds de roulement.	2. Il y a lieu de prévoir la formation d'un nombre significatif de représentants de tous les types d'administrations publiques qui seront touchées par les recommandations des études d'impact environnemental, leur offrir des opportunités de s'exprimer et de prendre le leadership sur les mesures d'accompagnement à prévoir.
<p><b>P1, Q4</b> : Risque d'exclure la pleine participation de toutes parties prenantes potentiellement touchées, en particulier les groupes marginalisés, dans les décisions qui peuvent les concerner</p> <p><b>P2, Q4</b> : Risque de limitation de la capacité des femmes à utiliser, développer et protéger des ressources naturelles en prenant en compte des rôles et positions différents des femmes et des hommes dans l'accès aux biens et services environnementaux</p>	<p>I = 2 P = 2</p>	<p><b>Faible</b></p>	<p>Les populations concernées, les groupes marginalisés, les groupes de femmes ont des besoins énormes et des attentes spécifiques. La stratégie envisagée pour leur participation peut ne pas prendre en compte les besoins réels.</p>	<p>L'approche utilisée dans le cadre de ce projet est une stratégie de participation active de la communauté incluant les groupes de femmes et groupes marginalisés et le renforcement des capacités de ces groupes vulnérables.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Cette stratégie doit être tenir compte des besoins réels. Elle doit être modifiable et amendable après discussions et participation des concernées pour être sûre que toutes les catégories sont impliquées et les besoins identifiés</li> <li>2. Prévoir, suivant les circonstances, du matériel et/ou des séances de formation/ sensibilisation/consultation spécifiques à l'intention des cadres local et régional ainsi que les groupes vulnérables ciblées sur les enjeux du projet, leur rôle, leur intérêt et les contraintes rencontrées.</li> </ol>
<p><b>P3.2.2</b> : Risques que les résultats potentiels du projet sont susceptibles d'être sensibles ou vulnérables à l'impact potentiel du changement climatique.</p>	<p>I = 4 P = 3</p>	<p><b>Modérée</b></p>	<p>Les microcentrales à mettre en place seront bien sélectionnées à partir de critères prédéfinis par la communauté, les autorités locales et les recommandations des études. Cependant, même quand les propositions et recommandations seront suivies, l'emplacement de certaines d'entre elles pourraient être vulnérable à des aléas climatiques comme des ouragans et des glissements de terrain, érosion, inondation. Pour les installations solaires avec panneaux, grand risque que présentent les panneaux solaires en cas de séisme, cyclone.</p>	<p>L'étude d'identification et de sélection des sites, l'étude de faisabilité et l'étude d'impact environnemental pour les sites sélectionnés produiront des recommandations, des mesures de mitigation des risques et des plans de gestion sociale et environnementale incluant des moyens d'adaptation aux événements qui seront mis en place par l'équipe du projet en collaboration avec les parties prenantes.</p> <p>Dans les zones où il existe des cartographies multirisques, des plans de contingences des risques de désastres ou plans communaux, ces outils seront mis en valeur et orienteront les prises de décisions.</p>

					Fixation des panneaux sur fondation béton ou structure métallique stable
<b>P3.1.1.1</b> : Risque potentiel d'avoir un impact négatif sur les habitats (ex. habitats modifiés, naturels et essentiels) et/ou sur les écosystèmes et les services écosystémiques					1. Le projet avec la cellule énergie du MTPTC va aller de l'avant en se renforçant sur la sauvegarde environnementale et sociale. Un spécialiste environnemental et social sera embauché à la cellule énergie et recevra une formation complémentaire. Cet expert environnemental et social sera formé en screening social, au suivi des micros projets et à la conception / mise en place des mécanismes de réparation des plaintes au niveau des projets si besoin.
<b>P3.1.3</b> : Risque de changements portant sur l'utilisation des terres et des ressources qui peuvent avoir un impact négatif sur les habitats, les écosystèmes et/ou les moyens de subsistance					2. Recherche d'un terrain à faible valeur écologique, Si pas possible, compensation des arbres coupés et pertes de cultures,
<b>P3.1.11</b> : Risque de déboucher sur des activités de développement secondaires ou consécutives qui provoqueraient des effets négatifs sur le plan social et environnemental, ou peut-il avoir un impact qui se cumule avec d'autres activités existantes ou prévues dans la zone	I = 4 P = 5	<b>Grande</b>		Sur le plan social, le projet pourrait engendrer des conflits sociaux, tels que : 1. Frustration des populations avoisinantes de l'installation d'énergie renouvelable 2. Perte d'emplois dans les boutiques offrant des services de recharge de téléphone. L'impact indirect à considérer pour des boutiques offrant des services de recharge de téléphone c'est de voir une baisse de leur activité en raison de l'accès à l'électricité qui détourne leurs clients habituels 3. Risques de manque de consultation des populations et absence de mécanisme de règlement des griefs 4. Risques électriques sur les populations, non-averties (câbles électriques, batteries) par l'installation et les lignes électriques	Sur le plan social 1. Création dans les zones ciblées où existent les Microcentrales, d'un comité représentatif pour établissement, par consultation, de listes équitables des bénéficiaires du réseau existant et gestion des conflits et plaintes, Sécurité contre vol 2. Promotion d'activités génératrices de revenu 3. (Voir 1.) 4. Application des règlements, conception et sécurité des infrastructures et des équipements, gestion des matières dangereuses et sécurisation des poteaux et des lignes, prévention des vols et branchements illicites
<b>P3.5.2</b> : Risque d'induire un déplacement économique (ex. perte de biens ou de l'accès à des ressources due à l'acquisition de terres ou des restrictions d'accès – même en l'absence de réinstallation physique) ?	I = 4 P = 3	<b>Modérée</b>		La réinstallation involontaire et/ou l'acquisition de terrains et de propriétés (domiciles, commerces, vergers, champs, etc.) est possible pour les sous-projets d'énergie renouvelable, surtout si le promoteur du sous-projet est une mairie,	Les mesures d'atténuation suggérées (en attendant les recommandations de l'étude d'impact environnemental), que pourraient engendrer l'installation des micros centrales sont : 1. Identifier des terrains à faible valeur

<p><b>P3, 5.4 : Risque d'affectation de dispositions relatives au régime foncier et/ou des droits de propriété communautaires/droits coutumiers à des terres, territoires et/ou ressources</b></p>		<p>municipalité, entreprise d'état, etc., qui a le pouvoir d'expropriation pour utilité publique. Expropriation de propriétaires, d'occupants légaux ou non, perte de bâtiments d'habitation ou d'entreprise, perte de production agricole (arbres fruitiers, récoltes), perte de revenu d'une activité économique. Passage de lignes électriques liant les terrains où sont installés les systèmes d'énergie renouvelable : conflits possibles avec les usages dans les terrains traversés (agricoles, commerces, habitations légales ou non, etc.)</p>	<p>agricole ou écologique, vide de produit à valeur marchande, de bâtiment, d'habitation ou d'activités économiques, et si ceci s'avérait impossible, tenir des réunions de consultation des populations, évaluer les indemnisations et compensations de manière juste, équitable et conforme à la législation Haïtienne et à la politique de PNUD.</p> <p>2. Chercher à faire passer les lignes électriques au bord des routes ou au-dessus de terrains vides d'occupants et d'activités agricoles et commerciales. Sinon indemnisations et compensation à prévoir.</p>
<p><b>P3, 7.1 : Risque de provoquer le rejet de polluants dans l'environnement, en raison de circonstances normales ou inhabituelles, risquant d'avoir un impact négatif local, régional et/ou transfrontière</b></p> <p><b>P, 7.2 : Risque de générer des déchets (dangereux ou non) ?</b></p>	<p>I = 3 P = 4</p> <p><b>Modérée</b></p>	<p>1. Pendant l'installation des équipements pour la mise en place des micros centrales, il existe tous les impacts habituels des travaux (risque électrique, nuisances sonores, production de déchets), bruit de la génératrice diesel/fuel, bruit des éoliennes.</p> <p>2. Concernant les batteries, leur durée de vie est comprise entre 3 et 15 ans selon leur type, leur puissance et leur qualité. Les plus récentes, les batteries au lithium, sont les plus durables et peuvent même dépasser 20 ans de longévité. Le problème pour la majorité des batteries récentes (VRLA AGM ou GEL et lithium), c'est qu'il n'y a pas encore de filière de recyclage, contrairement aux batteries acide-plomb qui sont recyclées à plus de 95% dans le monde. Risque que les batteries usagées soient rejetées dans la nature et causent des pollutions par corrosion et fuite de métaux</p>	<p>1. Localiser les installations à distance suffisante des habitations et planification de la maintenance par des techniciens et personnel qualifié. Placer les batteries en un lieu sécurisé, abrité du soleil et de toute source de chaleur. Formation du personnel responsable à l'entretien des panneaux (nettoyage). Elimination réglementaire des huiles de vidanges utilisées dans les génératrices (utiliser centre de collecte existant en Haïti)</p> <p>2. La récupération des batteries exige donc de mettre en place une filière locale pour éviter un transport vers un centre de recyclage à l'étranger, avec toutes les difficultés d'un tel transport en termes de sécurité et réglementation transfrontalière des déchets (convention de Bâle). Privilégier des batteries non polluantes, par exemple étanche à électrolyte gélifié, ou batteries au lithium. Les batteries usagées seront remplacées par l'entreprise qui assurera la maintenance des installations. L'entreprise stockera les batteries usagées dans ses propres locaux jusqu'à</p>



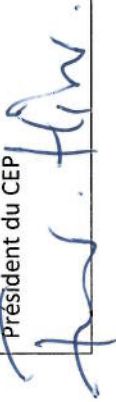


			3. Pour les micros centrales hydro électriques, pollution de l'eau par les travaux et turbidité	ce qu'elle puisse assurer leur transport jusqu'à des lieux de stockage sécurisés qui pourraient être mis en place par des récupérateurs et entreprises Haïtiennes. Le MPTC et les municipalités devraient se rapprocher d'entreprises Haïtiennes de récupération et recyclage de déchets. 3. Pendant les travaux, mesures de protection du cours d'eau (filtres, batardeaux, etc.)
QUESTION 4 : Quelle est la classification globale de risques du projet ?				
Cochez la case qui s'applique ci-dessous.				Commentaires
<i>Faible risque</i> <input type="checkbox"/>				
<i>Risque modéré</i> <input type="checkbox"/>				
<i>Haut risque</i> <input checked="" type="checkbox"/>				Les risques identifiés sont de probables retombés du projet mais sont hors de contrôle de l'instance de mise en œuvre du projet. Des études d'impact environnemental et social seront exécutées en accord avec les règlements haïtiens sur les évaluations environnementales. Les mesures de mitigation porteront sur la sensibilisation, la formation et le renforcement des parties prenantes à leur contrôle et à prendre le leadership pour leur application
QUESTION 5 : Sur la base des risques identifiés et de la classification des risques, quelles exigences des NES s'appliquent ?				
Cochez tout ce qui s'applique.				
<i>Principe 1 : Droits de l'homme</i>				Commentaires
<i>Principe 2 : Égalité des sexes et autonomisation des femmes</i>				
1. Conservation de la biodiversité et gestion des ressources naturelles				
2. Atténuation du changement climatique et adaptation à ses effets				
3. Santé, sécurité et conditions de travail des collectivités				
4. Patrimoine culturel				



	5. Déplacement et réinstallation	X	
	6. Peuples autochtones	<input type="checkbox"/>	
	7. Prévention de la pollution et utilisation rationnelle des ressources	X	

### Validation finale

Signature	Date	Description
Contrôleur de l'AQ 	4/12/2018	Membre du personnel du PNUD responsable du projet, généralement un Administrateur de programme du PNUD : La signature finale confirme que cette personne a vérifié que la PEPSE a été menée de manière adéquate.
Approbateur de l'AQ 	5/12/18	Membre de la direction du PNUD, généralement Directeur de pays adjoint (DPA), Directeur de pays (DP), Représentant résident adjoint (RRA) ou Représentant résident (RR). L'Approbateur de l'AQ et le Contrôleur de l'AQ ne peuvent être la même personne. La signature finale confirme que cette personne a validé la PEPSE avant de la soumettre au CEP.
Président du CEP 	5/12/18	Président du CEP du PNUD. Dans certains cas, le président du CEP peut aussi être l'Approbateur de l'AQ. La signature finale confirme que la PEPSE a été envisagée dans le cadre de l'évaluation du projet et dans les recommandations du CEP.

**Annexe 1 de la PEPSE. Liste de contrôle de l'examen préalable des risques sociaux et environnementaux**

<b>Liste de contrôle sur les <u>risques</u> sociaux et environnementaux potentiels</b>	
<b>Principe 1 : Droits de l'homme</b>	<b>Réponse (Oui/Non)</b>
1. Le projet peut-il avoir un impact négatif sur l'exercice des droits de l'homme (civils, politiques, économiques, sociaux ou culturels) de la population touchée, et particulièrement des groupes marginalisés ?	Non
2. Le projet est-il susceptible d'avoir un impact négatif inéquitable ou discriminatoire sur les populations touchées, particulièrement les personnes vivant dans la pauvreté ou les personnes ou groupes marginalisés ou exclus <sup>1</sup> ?	Non
3. Le projet peut-il potentiellement restreindre la disponibilité, la qualité et l'accessibilité de ressources ou de services de base, particulièrement pour les personnes ou groupes marginalisés ?	Non
4. Le projet est-il susceptible d'exclure la pleine participation de toutes parties prenantes potentiellement touchées, en particulier les groupes marginalisés, dans les décisions qui peuvent les concerner ?	Oui
5. Existe-t-il un risque que les détenteurs de devoirs n'aient pas la capacité de remplir leurs obligations dans le cadre du projet ?	Oui
6. Existe-t-il un risque que les titulaires de droits n'aient pas la capacité de faire valoir leurs droits ?	Non
7. Les communautés locales ou les personnes ont-elles eu la possibilité de soulever des inquiétudes concernant les droits de l'homme dans le cadre du projet durant le processus d'engagement des parties prenantes ?	Non
8. Existe-t-il un risque que le projet aggrave les conflits et/ou le risque de violence parmi les communautés et les personnes touchées par le projet ?	Non
<b>Principe 2 : Égalité des sexes et autonomisation des femmes</b>	
1. Le projet proposé est-il susceptible d'avoir un impact négatif sur l'égalité des sexes et/ou la situation des femmes et des filles ?	Non
2. Le projet risque-t-il potentiellement de reproduire des discriminations fondées sur le sexe à l'encontre des femmes, particulièrement en ce qui concerne la participation dans la conception ou la mise en œuvre ou l'accès aux opportunités et aux bénéfices ?	Non
3. Des groupes de femmes/responsables de groupes de femmes ont-ils soulevé des préoccupations quant à l'égalité des sexes dans le projet durant le processus d'engagement des parties prenantes et celles-ci ont-elles été intégrées dans la proposition globale du projet et dans l'évaluation des risques ?	Non
4. Le projet risque-t-il potentiellement de limiter la capacité des femmes à utiliser, développer et protéger des ressources naturelles en prenant en compte des rôles et positions différents des femmes et des hommes dans l'accès aux biens et services environnementaux ?  <i>Par exemple, les activités qui peuvent provoquer la dégradation ou l'appauvrissement des ressources naturelles dans les communautés dont les moyens de subsistance et le bien-être dépendent de ces ressources.</i>	Oui

<sup>1</sup> Les motifs de discrimination proscrits comprennent la race, l'appartenance ethnique, le sexe, l'âge, la langue, le handicap, l'orientation sexuelle, la religion, les convictions politiques ou autres opinions, l'origine nationale, sociale ou géographique, la fortune, la naissance ou une autre condition, y compris celle de personne autochtone ou membre d'une minorité. Toute référence aux « femmes et hommes », ou à un terme similaire, est comprise comme incluant les femmes et les hommes, les garçons et les filles et d'autres groupes discriminés sur la base de leur orientation sexuelle, tels que les personnes transgenres et les transsexuels.

<b>Principe 3 : Durabilité environnementale</b> : les questions de l'examen préalable concernant les risques environnementaux sont couvertes par les questions portant sur les normes spécifiques ci-dessous.	
<b>Norme 1 : Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles</b>	
1.1 Le projet risque-t-il potentiellement d'avoir un impact négatif sur les habitats (ex. habitats modifiés, naturels et essentiels) et/ou sur les écosystèmes et les services écosystémiques ?  <i>Par exemple, risques de perte, de dégradation et de fragmentation d'habitats, de changements hydrologiques.</i>	Oui
1.2 Le projet comporte-t-il des propositions d'activités au sein ou à proximité d'habitats essentiels et/ou de zones sensibles d'un point de vue environnemental, y compris des zones protégées par la loi (ex. réserve naturelle, parc national), des zones proposées pour être protégées ou reconnues comme telles par des sources faisant autorité et/ou les peuples autochtones ou les communautés locales ?	Non
1.3 Le projet implique-t-il des changements portant sur l'utilisation des terres et des ressources qui peuvent avoir un impact négatif sur les habitats, les écosystèmes et/ou les moyens de subsistance ? (Remarque : si des restrictions et/ou des limitations d'accès aux terres s'appliquent, consultez la norme 5.)	Oui
1.4 Les activités du projet peuvent-elles poser des risques pour les espèces menacées d'extinction ?	Non
1.5 Le projet risque-t-il d'introduire des espèces exotiques envahissantes ?	Non
1.6 Le projet implique-t-il l'exploitation des forêts naturelles, le développement de plantations ou des activités de reforestation ?	Non
1.7 Le projet implique-t-il la production et/ou l'exploitation de populations de poissons ou d'autres espèces aquatiques ?	Non
1.8 Le projet implique-t-il l'extraction, la dérivation ou la retenue considérables des eaux de surface ou souterraines ?  <i>Par exemple, construction de barrages, réservoirs, bassins hydrographiques, extraction d'eau souterraine.</i>	Non
1.9 Le projet implique-t-il l'utilisation de ressources génétiques ? (Ex. collecte et/ou exploitation, développement commercial)	Non
1.10 Le projet risque-t-il potentiellement de générer des problèmes environnementaux transfrontières ou mondiaux ?	Non
1.11 Le projet peut-il déboucher sur des activités de développement secondaires ou consécutives qui provoqueraient des effets négatifs sur le plan social et environnemental, ou peut-il avoir un impact qui se cumule avec d'autres activités existantes ou prévues dans la zone ?  <i>Par exemple, la construction d'une nouvelle route sur des terres boisées a un impact environnemental et social direct (ex. abattage d'arbres, travaux de terrassement, réinstallation potentielle d'habitants). La nouvelle route peut également faciliter l'empiètement sur des terres par des colonies illégales ou générer des activités commerciales non planifiées sur la route, potentiellement dans des zones sensibles. Il s'agit d'effets indirects, secondaires ou induits qui doivent être pris en compte. En outre, si des aménagements similaires dans la même zone boisée sont planifiés, les effets cumulatifs de plusieurs activités (même si elles ne font pas partie du même projet) doivent être envisagés.</i>	Oui
<b>Norme 2 : Atténuation du changement climatique et adaptation à ses effets</b>	
2.1 Le projet proposé générera-t-il des émissions de gaz à effet de serre <sup>2</sup> considérables ou est-il susceptible d'accentuer le changement climatique ?	Non

<sup>2</sup> En ce qui concerne le CO<sub>2</sub>, des « émissions considérables » se réfèrent généralement à plus de 25 000 tonnes par an (provenant de sources directes et indirectes). [La Note d'orientation sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets fournit de plus amples informations sur les émissions de GES.]



2.2	Les résultats potentiels du projet sont-ils susceptibles d'être sensibles ou vulnérables à l'impact potentiel du changement climatique ?	Oui
2.3	Le projet proposé est-il susceptible d'accroître directement ou indirectement, dans le présent ou à l'avenir, la vulnérabilité au changement climatique sur le plan social et environnemental (ce que l'on appelle des pratiques inadaptées) ? <i>Par exemple, des changements apportés à l'aménagement du territoire peuvent favoriser le développement de plaines alluviales, ce qui est susceptible d'accroître la vulnérabilité de la population au changement climatique, et plus particulièrement aux inondations.</i>	Non
<b>Norme 3 : Santé, sécurité et conditions de travail des collectivités</b>		
3.1	Certains éléments de la construction, du fonctionnement et/ou du démantèlement des infrastructures du projet posent-ils des risques potentiels pour la sécurité des communautés locales ?	Non
3.2	Le projet est-il susceptible de poser des risques pour la santé et la sécurité des communautés en raison du transport, du stockage et de l'utilisation et/ou de l'élimination de matières dangereuses (ex. explosifs, carburant et autres produits chimiques durant la construction et le fonctionnement) ?	Non
3.3	Le projet implique-t-il le développement d'infrastructures à grande échelle (ex. barrages, routes, bâtiments) ?	Non
3.4	Une défaillance des éléments structurels du projet poserait-elle des risques pour les communautés ? (Ex. effondrement de bâtiments ou d'infrastructures)	Non
3.5	Le projet proposé est-il susceptible d'accroître la vulnérabilité aux tremblements de terre, affaissements de terrain, glissements de terrain, érosion, inondations ou phénomènes climatiques extrêmes ?	Non
3.6	Le projet est-il susceptible d'accroître les risques sanitaires potentiels (ex. maladies transmises par l'eau, autres maladies à transmission vectorielle ou maladies transmissibles telles que le VIH/Sida) ?	Non
3.7	Le projet présente-t-il des risques et une vulnérabilité potentiels liés à la santé et la sécurité au travail découlant de dangers physiques, chimiques, biologiques et radiologiques durant la construction, le fonctionnement ou le démantèlement des infrastructures du projet ?	Non
3.8	Le projet implique-t-il un soutien à l'emploi ou aux moyens de subsistance qui est susceptible d'enfreindre les normes nationales et internationales en matière de travail (c.-à-d. principes et normes des conventions fondamentales de l'OIT) ?	Non
3.9	Le projet implique-t-il l'engagement d'agents de sécurité qui posent un risque potentiel pour la santé et la sécurité des communautés et/ou des personnes (ex. en raison d'un manque de formation adéquate ou de responsabilisation) ?	Non
<b>Norme 4 : Patrimoine culturel</b>		
4.1	Le projet proposé débouchera-t-il sur des interventions susceptibles d'avoir un impact négatif sur des sites, structures ou objets présentant une valeur historique, culturelle, artistique, traditionnelle ou religieuse ou des formes immatérielles de patrimoine culturel (ex. connaissances, innovations, pratiques) ? (Remarque : les projets visant à protéger et conserver le patrimoine culturel peuvent également un impact négatif involontaire.)	Non
4.2	Le projet proposé-t-il d'utiliser des formes matérielles et/ou immatérielles de patrimoine culturel à des fins commerciales ou autres ?	Non
<b>Norme 5 : Déplacement et réinstallation</b>		
5.1	Le projet est-il susceptible d'impliquer un déplacement physique temporaire ou permanent et complet ou partiel ?	Non
5.2	Le projet risque-t-il d'induire un déplacement économique (ex. perte de biens ou de l'accès à des ressources due à l'acquisition de terres ou des restrictions d'accès – même en l'absence de réinstallation physique) ?	Oui

5.3	Le projet risque-t-il d'être à la source d'expulsions <sup>3</sup> ?	Non
5.4	Le projet proposé est-il susceptible d'affecter des dispositions relatives au régime foncier et/ou des droits de propriété communautaires/droits coutumiers à des terres, territoires et/ou ressources ?	Oui
<b>Norme 6 : Peuples autochtones</b>		
6.1	Des peuples autochtones se trouvent-ils dans la zone du projet (y compris la zone d'influence du projet) ?	Non
6.2	Le projet ou des parties du projet sont-ils susceptibles de se situer sur des terres ou des territoires revendiqués par des peuples autochtones ?	Non
6.3	Le projet proposé est-il susceptible d'affecter les droits humains, les terres, les ressources naturelles, les territoires et les moyens de subsistance traditionnels de peuples autochtones (indépendamment du fait que les peuples autochtones en détiennent ou non les titres de propriété, que le projet soit situé sur ou en dehors des terres et territoires habités par les populations affectées, ou que les peuples autochtones soient reconnus comme tels par le pays en question) ? <i>Si la réponse à la question préalable 6.3 est « oui » les impacts de risque potentiel sont considérés comme potentiellement sévères et/ou critiques et le projet est catégorisé comme étant à risque modéré ou élevé.</i>	Non
6.4	Des consultations culturellement appropriées menées dans l'objectif d'obtenir le CPLE sur des questions qui touchent les droits et intérêts, terres, ressources, territoires et moyens de subsistance traditionnels des peuples autochtones concernés font-elles défaut ?	Non
6.4	Le projet proposé implique-t-il l'utilisation et/ou le développement commercial de ressources naturelles sur des terres et territoires revendiqués par des peuples autochtones ?	Non
6.5	Existe-t-il un risque d'expulsion ou le déplacement économique complet ou partiel de peuples autochtones, y compris par des restrictions d'accès aux terres, territoires et ressources ?	Non
6.6	Le projet est-il susceptible d'affecter les priorités de développement des peuples autochtones telles qu'ils les définissent ?	Non
6.7	Le projet est-il susceptible d'affecter les moyens de subsistance traditionnels et la survie physique et culturelle des peuples autochtones ?	Non
6.8	Le projet est-il susceptible d'affecter le patrimoine culturel des peuples autochtones, y compris par la commercialisation ou l'utilisation de leurs connaissances et pratiques traditionnelles ?	Non
<b>Norme 7 : Prévention de la pollution et utilisation rationnelle des ressources</b>		
7.1	Le projet est-il susceptible de provoquer le rejet de polluants dans l'environnement, en raison de circonstances normales ou inhabituelles, risquant d'avoir un impact négatif local, régional et/ou transfrontière ?	Oui
7.2	Le projet proposé est-il susceptible de générer des déchets (dangereux ou non) ?	Oui
7.3	Le projet proposé est-il susceptible d'impliquer la fabrication, le commerce, le rejet et/ou l'utilisation de matières et/ou produits chimiques dangereux ? Le projet propose-t-il l'utilisation de produits chimiques ou matières faisant l'objet d'interdictions internationales ou d'un retrait progressif ? <i>Par exemple, le DDT, les PCB et d'autres produits chimiques répertoriés dans des conventions internationales telles que la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants ou le Protocole de Montréal.</i>	Non
7.4	Le projet proposé implique-t-il l'application de pesticides qui peuvent avoir un effet négatif sur l'environnement ou la santé humaine ?	Non

<sup>3</sup> Les expulsions comprennent des actes et/ou omissions impliquant le déplacement forcé ou involontaire de personnes, groupes ou communautés de domiciles et/ou terres et ressources foncières communes qu'ils occupaient ou dont ils dépendaient, éliminant ainsi leur capacité à résider ou à travailler dans un logement, une résidence ou un lieu particulier sans bénéficier ni avoir accès à des formes appropriées de protection juridique ou autre.

7.5	Le projet implique-t-il des activités qui utilisent des quantités importantes de matières premières, énergie et/ou eau ?	Non
-----	--	-----